

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 14 – du 30 mars au 6 avril 2023

ZOOM SUR : L'INDUSTRIE DU TOURISME EN ÉGYPTÉ - STRATÉGIE POUR REDYNAMISER UN SECTEUR ESSENTIEL À L'ÉCONOMIE DU PAYS

Forte d'une concentration remarquable de sites archéologiques et de zones côtières déjà riches en stations balnéaires, l'Égypte jouit d'un potentiel touristique indéniable. **Deuxième source de devises étrangères** du pays, derrière les transferts de la diaspora mais devant les revenus du canal de Suez, le tourisme a rapporté **10,7 Mds USD** en 2021/22, un rebond après les deux années de recettes affaiblies par la pandémie. Cette rente, vitale pour l'économie égyptienne (**9 % du PIB** et **10 % de l'emploi total** du pays) se redressait de la crise Covid quand la guerre en Ukraine a éclaté. Les arrivées de ressortissants **russe**s et **ukrainiens** qui constituaient près de **40 % du nombre total de touristes annuels** ont diminué de respectivement 40 % et 80 % depuis mars 2022. L'impact du conflit semble toutefois avoir été temporaire : Fitch anticipe un flux de touristes atteignant **11,6 millions (+46%)** pour l'exercice en cours.

LE CHIFFRE À RETENIR

30 MILLIONS

OBJECTIF ANNUEL DU NOMBRE DE
TOURISTES D'ICI 2028

Dans un contexte macroéconomique marqué par de **fortes tensions sur les liquidités en devises**, le développement du tourisme est au cœur des priorités de l'État, qui vise à atteindre les **30 millions de touristes par an d'ici 2028** (et 30 Mds de recettes associées). La dépréciation de la livre rend le pays d'autant plus attractif pour les touristes.

Selon le Ministre du Tourisme, **30 Mds USD d'investissements** seraient néanmoins nécessaires pour développer les capacités hôtelières de l'Égypte déjà conséquentes, afin d'atteindre l'objectif fixé. **Les fragilités actuelles du secteur** tiennent aujourd'hui à la **faible qualité de l'offre**, les infrastructures hôtelières et le service étant souvent en deçà des standards internationaux, et à l'**insuffisance des vols desservant l'Égypte** (faible pénétration des liaisons « low-cost »). La hausse des revenus touristiques devra aussi passer par une amélioration de la performance des aéroports égyptiens, et par la **facilitation de l'obtention des visas**. Enfin, une **diversification** des publics visés dans la promotion de la destination Égypte est prévue par les autorités, qui souhaitent s'ouvrir à de nouveaux types de tourisme (éco-tourisme, médical, business...) et à d'autres géographies (outre les touristes du Golfe déjà présents, l'Asie, l'Amérique latine...).

Cette stratégie de redynamisation repose sur un **recours accru au secteur privé et aux investissements étrangers**. L'État prévoit d'ailleurs de se retirer progressivement de ce secteur pour attirer les investisseurs étrangers dans le cadre du **plan de privatisation** annoncé en février 2023. Des investisseurs saoudiens et les qatariens seraient notamment intéressés par l'achat de participations publiques dans le secteur hôtelier. Les groupes hôteliers privés continuent également d'investir dans le pays : Hilton prévoit de doubler son nombre de complexes à 27 d'ici 3 à 5 ans, Travco prévoit d'investir 210 M€ pour renforcer sa capacité hôtelière et Accor, qui exploite déjà 35 hôtels en Égypte, prévoit d'en ouvrir 12 de plus au cours des sept prochaines années.

Alors que des avancées sont espérées dans l'aérien – on notera notamment le premier vol reçu début mars 2023 par l'aéroport du Sphinx, inauguré en 2020 pour désengorger le Caire en desservant directement le plateau de Guizèh – plusieurs projets de mobilité sur les sites touristiques ou de digitalisation dans les musées voient le jour.

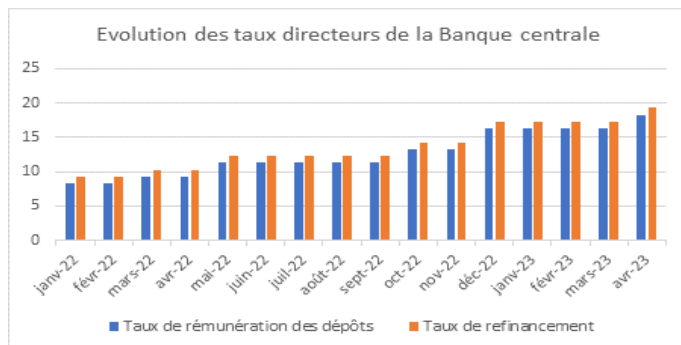
Service Économique du Caire



ÉGYPTE

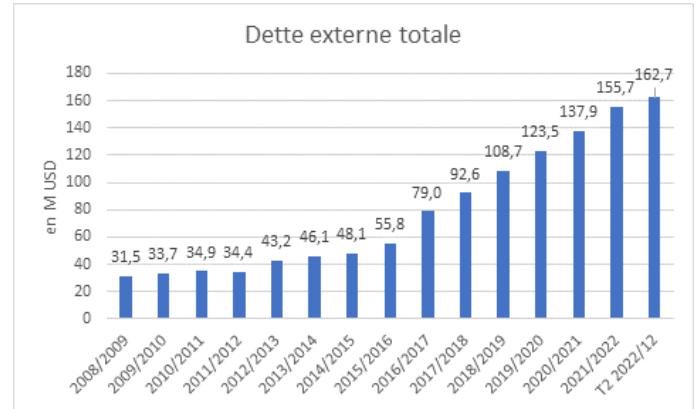
1. HAUSSE DE 200 PB DES TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE.

Dans un contexte économique marqué par une inflation élevée (31,9 % en glissement annuel en février), la Banque Centrale a décidé le 30 mars d'augmenter ses taux directeurs de 200 points de base. Il s'agit de la 5^{ème} hausse des taux directeurs de l'année 2023 (1000 points de base au total). Le taux de rémunération des dépôts, le taux de refinancement et le taux marginal sont désormais fixés à respectivement 18,25 %, 19,25 % et 18,75 %. En parallèle, les trois principales banques publiques du pays (National Bank Egypt, Banque Misr et Banque du Caire) ont mis en place des offres de plans d'épargne sur trois ans en livre égyptienne (EGP), un premier rémunéré au taux de 19 % et un second assorti d'un taux dégressif passant de 22 % à 16 % la 3^{ème} année. Banque Misr aurait récolté environ 41 Mds EGP (1,35 Md USD) à travers son plan d'épargne. Les deux principales banques privées du pays (Commercial International Bank et Qatar National Bank Alahli) ont suivi l'initiative, offrant un plan d'épargne sur trois ans en EGP rémunéré au taux de 22 % et 19,25 % respectivement.



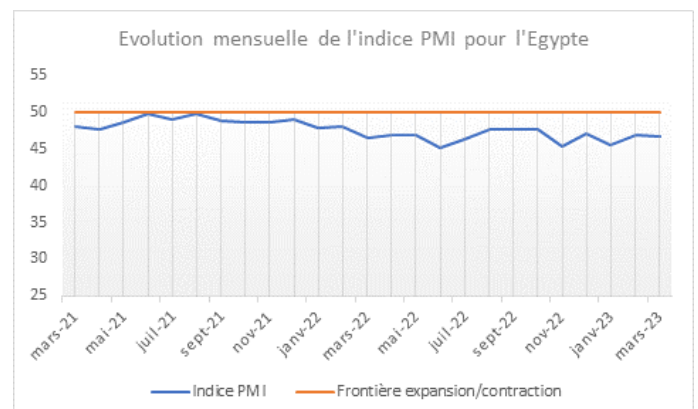
2. HAUSSE DE LA DETTE EXTÉRIÈRE AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2022/2023.

La dette extérieure de l'Égypte a atteint un niveau record au 2^{ème} trimestre de l'exercice 2022/23 pour atteindre 162,7 Mds USD contre 154,9 Mds USD lors du 1^{er} trimestre (+5,1 % en glissement trimestriel). La position extérieure de l'Égypte subit une forte pression en raison des dépréciations successives de la livre égyptienne, de la hausse des taux d'intérêt et des perturbations sur les marchés financiers.



3. CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DU SECTEUR MANUFACTURIER POUR LE 28^{ÈME} MOIS CONSÉCUTIF.

Le *Purchasing Managers' Index* (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'affiche à 46,7 en mars contre 46,9 en février. La contraction du secteur privé est donc légèrement plus soutenue qu'en février. Selon S&P Global, la persistance d'un niveau élevé d'inflation, les difficultés d'approvisionnement et la faiblesse de la livre égyptienne continuent de nuire à l'activité. L'indice PMI s'inscrit ainsi sous la barre des 50 séparant l'expansion de la contraction pour le 28^{ème} mois consécutif.



4. L'ÉGYPTE DEVIENT MEMBRE DE LA NEW DEVELOPMENT BANK (NDB).

La NDB est une banque multilatérale de développement créée en 2015 par les BRICS, un groupe de pays émergents fondé en 2009 comprenant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, pour financer des projets d'infrastructure dans ses pays membres. L'adhésion de l'Égypte à la *New Development Bank* (NDB), dotée d'un capital de 100 Mds USD, permettra à l'Égypte d'accéder à une nouvelle source de financement pour des projets de développement.



L'Égypte contribuera au capital à hauteur de 1,2 Md USD, lui permettant de détenir environ 2,3 % des actions de la NDB, derrière les pays fondateurs, qui détiennent chacun 19 % des actions, mais devant le Bangladesh (1,9 %) et les Émirats Arabes Unis (1,1 %). En outre, l'ensemble des membres de la banque peuvent recourir à leurs monnaies nationales dans leurs échanges commerciaux, diminuant *de facto* la demande en devises (USD) de ces pays.

5. PARC ÉOLIEN DE RAS GHAREB II

La clôture financière du parc éolien « Ras Ghareb II » d'une capacité de 500 MW, a été finalisée. Conjointement développé par le français ENGIE (qui détient 35 % des parts du parc), les japonais Toyota Tsusho et Eurus (40 %) et l'égyptien Orascom Construction (25 %), le parc éolien, attendu d'ici fin 2025, fournira de l'électricité à plus de 800 000 foyers et contribuera à réduire les émissions de CO₂ de 1 Md de tonnes par an. La société projet « Red Sea Wind Energy » avait précédemment conclu un accord d'achat d'électricité de long-terme avec l'*Egyptian Electricity Transmission Company* (EETC). Le financement structuré, de 670 M USD, est assuré par la BERD, les développeurs et plusieurs banques commerciales.

IRAK

1. ENERGIE : FEU VERT POUR LA MISE EN ŒUVRE DU MÉGA CONTRAT DE TOTALÉNERGIES.

Après plusieurs mois de négociations, le Conseil des Ministres irakien a validé le 4 avril 2023 la mise en œuvre du contrat emblématique multi-énergies (pétrole, gaz, dessalement et solaire) de TotalEnergies d'un montant de 10 Md\$ (plus gros investissement étranger en Irak). La validation a été donnée sur la base d'une participation de l'État irakien à hauteur de 30% au projet GGIP (*Gas Growth Integrated Project* qui recouvre les composantes pétrole, gaz et dessalement) – aux côtés de TotalEnergies (45%) et de QatarEnergy (25%). Pour mémoire, les quatre composantes du méga-contrat sont les suivantes : (i) l'exploitation du champ pétrolier de Ratawi ; (ii) la construction d'un réseau de collecte et d'unités de traitement de gaz associé afin d'alimenter en gaz naturel les centrales électriques environnantes, (iii) la construction d'une unité de grande capacité de traitement d'eau de mer pour augmenter les capacités d'injection en eau dans les champs du sud de l'Irak et (iv) la

construction et opération d'une centrale photovoltaïque d'une capacité de 1 GW qui fournira en électricité le réseau de la région de Bassorah (en partenariat avec l'entreprise saoudienne ACWA Power). Par ce dénouement positif, le gouvernement al-Soudani envoie un signal positif d'ouverture de l'Irak aux sociétés étrangères et marque un succès stratégique pour le pays, tant sur le plan de l'autonomie énergétique que sur celui des enjeux climatiques.

2. ACCORD TEMPORAIRE ENTRE BAGDAD ET ERBIL SUR LA REPRISE DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE KURDE.

Le gouvernement fédéral irakien et le gouvernement régional du Kurdistan ont signé un accord permettant la reprise des exportations de pétrole de la région autonome vers le port turc de Ceyhan (environ 400 000 b/j), interrompues il y a dix jours. Le Kurdistan n'ayant quasiment aucune capacité de stockage, cette interruption avait entraîné *de facto* l'arrêt quasi-total des activités de plusieurs compagnies pétrolières étrangères actives dans la production de nombreux champs au Kurdistan. Selon les termes de l'accord, les ventes de pétrole kurde passeront désormais par l'entreprise pétrolière nationale (SOMO), et non plus exclusivement par les autorités kurdes. Les revenus des exportations kurdes seront versés sur un compte géré par Erbil et supervisé par Bagdad auprès de la Banque Centrale d'Irak. Cet accord est temporaire, jusqu'au vote par le Parlement irakien d'une loi-cadre sur le pétrole et le gaz. Il intervient 48 heures après l'annonce par Bagdad et plusieurs autres membres de l'OPEP d'une réduction de leur production de pétrole dès mai (réduction pour l'Irak de 211 000 b/j).

IRAN

1. CORRIDOR INTERNATIONAL DE TRANSIT NORD-SUD (INSTC).

Le Directeur Général de Russian Railways a publié les données du trafic en volume le long de l'INSTC de janvier à mars : **la route terrestre via l'Azerbaïdjan serait de très loin la plus empruntée (2,2 Mt, +105% en g.a.)**, contre 0,07 Mt pour la route maritime et 0,06 Mt pour la route terrestre via le Turkménistan. Dans un nouveau rappel de la priorité politique accordée à l'INSTC, le Guide suprême a déclaré à l'occasion de son discours annuel devant les responsables du régime : « **Le corridor nord-sud doit**



être réalisé [...] bien sûr, il y a d'autres voies, mais celle-ci est la plus importante».

2. IMPAYÉS SUR LES IMPORTATIONS DE RIZ EN PROVENANCE DE L'INDE.

L'*All India Rice Exporters Association* a notifié à la *Government Trading Corporation*, importateur étatique de biens essentiels, sa décision de subordonner toute nouvelle livraison de riz à l'émission d'une lettre de crédit ou à un paiement en espèces, en raison d'impayés s'élevant à 852 M\$ en 2022/2023, soit 77,5% des importations de riz depuis l'Inde en valeur sur la période. Pour mémoire, l'Iran représente avec l'Arabie Saoudite et les E.A.U. la moitié des exportations de riz indiennes.

3. LA PRODUCTION D'AUTOMOBILES A DÉPASSÉ 1,2 M D'UNITÉS EN 2022-2023.

D'après le Ministère de l'Industrie, des Mines et du Commerce, au cours de l'exercice 2022/2023, la **production automobile se serait élevée à 1,35 M d'unités (+40% en g.a.)**, dont 1,07 M de véhicules particuliers (+13% en g.a.), 125 000 de pick-up (+56% en g.a.), 3 000 camionnettes, 2 500 minibus (+44% en g.a.) et 34 000 camions. Durant cette période, la production des deux principaux constructeurs, Iran Khodro et Saipa, serait passée de 838 000 à 1,1 M d'unités (+31% en g.a.).

4. NOMINATION D'UN NOUVEAU VICE-GOUVERNEUR À LA BANQUE CENTRALE, EN CHARGE DE L'ÉCONOMIE

Le gouverneur de la Banque Centrale, Mohammad Reza Farzin, en poste depuis janvier 2023, a initié un changement dans la composition du comité exécutif de la Banque Centrale en nommant **Mohammad Shirijian comme vice-gouverneur en charge de l'économie**. Titulaire de deux doctorats en économétrie et en gestion des contrats pétroliers et gaziers, M. Shirijian était jusqu'alors directeur adjoint de Bank Melli, chargé de la transformation. Parmi ses fonctions antérieures, le natif de Téhéran était directeur des études de Bank Karafarin, **administrateur de la succursale de Bank Melli en Russie**, et secrétaire du comité de gestion de la dette de Bank Melli et Bank Karafarin. Il a suivi l'actuel gouverneur au sein de ces deux banques. Candidat malheureux aux élections législatives de 2016 dans l'une des circonscriptions de Téhéran, M. Shirijian a débuté sa carrière **au sein de la Cellule pour l'exécution de l'ordre de l'Imam**, et a représenté l'une des holdings de cette dernière au CA de

Didgahan Javid. Professeur d'économie à l'Université Allameh Tabatabaï et à l'Université supérieure de la Défense nationale, le nouveau vice-gouverneur est l'auteur d'articles dans des revues à comité de lecture tels que « **Le système de change international du réseau bancaire du pays dans une perspective de défense économique** ». En 2019, il était cosignataire de la Lettre de 24 économistes au président Rouhani insistant pour résoudre les problèmes économiques du pays sans lever les sanctions, en s'appuyant sur les capacités intérieures.

ISRAËL

1. LA BANQUE D'ISRAËL SUIT LA FED ET LA BCE ET RELÈVE SON TAUX D'INTÉRÊT.

La Banque d'Israël a relevé son taux directeur pour la neuvième fois depuis avril 2022, passant de 4,25% à 4,5% dans le but de freiner la hausse de l'inflation, qui s'établit à 5,2% sur les 12 derniers mois. La Banque d'Israël prévoit que l'inflation réintègrera sa fourchette cible annuelle de 1% à 3% au cours de l'année prochaine. La Banque Centrale a également réduit ses prévisions de croissance du PIB pour 2023 de 3% à 2,5% en raison des dommages que la refonte judiciaire pourrait causer à l'économie.

2. CHUTE DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE LA « TECH » AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023.

Des résultats décevants (mais prévus) pour la haute technologie israélienne au premier trimestre de l'année. Selon IVC et le Start-up Nation Policy Institute, l'écosystème israélien d'innovation a levé 1,7 Md USD entre janvier et mars 2023, soit une chute de 75% par rapport à la même période de l'année précédente (6,7 Md USD). Il s'agit du montant trimestriel le plus bas réalisé par la haute technologie depuis le 3^{ème} trimestre 2018. Ce chiffre est, de surcroît, particulièrement bas si l'on tient compte du fait que 40% des fonds proviennent seulement de trois grandes sociétés locales : Wiz, Via et eToro.

3. LE FONDS SOUVERAIN ISRAËLIEN ACCUMULE UN MONTANT INFÉRIEUR AUX PRÉVISIONS.

Selon le rapport du Ministère des Finances, le Fonds souverain israélien (*Israeli Wealth Fund*) a réussi à accumuler 617 M USD jusqu'à fin 2022, soit un sixième du montant prévu il y a dix ans (4 Mds USD).



Pour mémoire, le Fonds a été créé afin que les générations futures puissent bénéficier des redevances sur les ressources naturelles du pays, notamment ses gisements de gaz offshore. Le fonds a démarré son activité en juin 2022, beaucoup plus tard que prévu, et a enregistré des rendements de 1,2% au cours de ses six premiers mois dans un environnement macroéconomique compliqué.

4. GAZ NATUREL ET LES ACCORDS D'ABRAHAM.

ADNOC (entreprise publique d'Abou Dhabi) et BP ont fait une offre d'environ 2 Mds USD pour prendre le contrôle de NEW MED ENERGY qui exploite les champs gaziers maritimes du Nord d'Israël, notamment Léviathan (exploité actuellement en partenariat avec Chevron). C'est deux fois plus que l'investissement de 2021 du fonds MUBADALA dans l'exploitation du champ Tamar, aussi exploité par Chevron. Il s'agit surtout du premier investissement d'ADNOC hors des Émirats Arabes Unis. Si cette offre aboutit, les EAU contrôleront environ la moitié de la production israélienne de gaz en Méditerranée, concrétisant ainsi de la façon la plus nette leur position de fer de lance des Accords d'Abraham. Cette opération renforcera aussi la position de BP en Méditerranée orientale, une région d'autant plus convoitée que les liens énergétiques de l'Europe avec la Russie semblent durablement rompus.

JORDANIE

1. LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES POUR LA CRÉATION D'UNE VILLE ÉCONOMIQUE COMMUNE À LA FRONTIÈRE JORDANO IRAKIENNE.

Des responsables de la Jordanie et l'Irak ont annoncé, le 2 avril, le lancement d'un appel d'offres international pour la création d'une ville économique commune à la frontière. L'appel d'offres lancé par la *Iraqi-Jordanian Company for Industry*, détenue à parité par les gouvernements jordanien et irakien, est ouvert aux entreprises internationales spécialisées dans la construction de villes économiques, de zones de développement et de zones franches. Il invite les entreprises à se présenter pour préparer des études et des plans ainsi que pour développer, financer, gérer, investir, promouvoir, exploiter et entretenir la nouvelle ville. La date limite de remise des offres est fixée au 1^{er} août 2023.

2. RÉUNION DES BAILLEURS POUR LE PROJET « NATIONAL CONVEYOR ».

Le Ministère de la Planification et de la Coopération internationale (MoPIC) a organisé, le 29 mars, une réunion rassemblant les ambassadeurs ou représentants des pays partenaires, les banques et institutions financières internationales afin de les informer sur les derniers développements du projet national de dessalement et transport d'eau d'Aqaba à Amman. La réunion avait également pour objectif de mobiliser des fonds supplémentaires pour ce projet ainsi que d'assurer le suivi de la « *pledging conference* » tenue en mars 2022 qui avait permis de garantir des promesses de dons et de prêts pour le projet. La Ministre, Zeina Toukan, a précisé que la valeur totale des promesses faites par les bailleurs multilatéraux et bilatéraux au projet avait atteint 2,4 Mds USD sous forme de dons et prêts (472,2 M USD en dons et 1,974 Md USD en prêts). Le Ministre de l'Eau, Mohammad Najjar, a informé les participants des aspects techniques du projet et des étapes accomplies depuis le lancement de l'appel d'offres. Il a précisé que la date limite de soumission des offres techniques et financières par les entreprises présélectionnées a été repoussée au 3 juillet 2023.

3. ÉMISSION D'EURO OBLIGATIONS.

Le 4 avril 2023, le Ministre des Finances et le gouverneur de la Banque Centrale de Jordanie ont annoncé l'émission de 1,25 Md USD d'euro-obligations avec un taux d'intérêt nominal fixe de 7,5 % à échéance le 13 janvier 2029 (5 ans et 9 mois). Les conditions sont légèrement plus favorables, de 25 pb, que celles de l'émission obligataire réalisée en 2022 (650 M USD à 7,75 % sur une échéance de 5,5 ans). Les euro-obligations auraient été sursouscrites six fois, reflétant ainsi la confiance des investisseurs mondiaux dans la stabilité fiscale et monétaire du pays, et permettant au gouvernement d'augmenter le montant par rapport aux 750 M USD recherchés à l'origine.

LIBAN

1. CMA-CGM REMPORTE LE CONTRAT DE GESTION DES SERVICES POSTAUX.

Le Ministre des Télécommunications a annoncé le 30 mars que l'entreprise française CMA-CGM a remporté le contrat de gestion des services postaux



du Liban (sous réserve de validation par l'autorité des marchés publics). Il s'agissait de l'unique offre déposée dans le cadre de ce second appel d'offres (un premier appel d'offres avait été lancé fin 2022, auquel aucune société n'avait répondu). Les services postaux étaient précédemment opérés par la société Liban Post (détenue par la banque Saradar et le groupe Mikati). CMA-CGM continue ainsi de renforcer son empreinte au Liban, après la reprise de la gestion des terminaux à conteneurs des ports de Tripoli et de Beyrouth. CMA-CGM, qui a par ailleurs localisé à Beyrouth son hub numérique et un centre de services partagés, devrait ainsi devenir cette année le premier employeur privé du pays, avec plus de 3000 employés.

2. STABILISATION DE LA LIVRE SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE.

Après des épisodes de forte volatilité, le taux de change de la livre sur le marché parallèle s'est stabilisé autour de 107 500 LBP / USD pendant une quinzaine de jours, avant de baisser davantage à 97 500 LBP / USD le 5 avril. Cette stabilisation s'explique principalement par l'intervention de la Banque du Liban, qui vend des dollars sur la plateforme Sayrafa au taux de 90 000 LBP/USD. Cette vente réduit la demande de dollars sur le marché parallèle et relâche la pression sur la livre libanaise, aux dépens des réserves de change de la BdL, qui diminuent progressivement.

En outre, les fonctionnaires peuvent désormais retirer leurs salaires en dollars au taux avantageux de 60 000 LBP/USD, et non celui de 87 000 LBP/USD actuellement affiché par la plateforme Sayrafa.

SYRIE

1. HAUSSE DE LA PRODUCTION D'HUILE D'OLIVE.

La production d'huile en Syrie est en hausse constante depuis 2018. Alors que la production mondiale d'huile d'olive est à un niveau bas depuis six ans, la production syrienne aurait augmenté de +27 % entre 2021/22 et 2022/23, passant de 105 500 à 134 500 tonnes. La production d'huile d'olive de la Syrie avait diminué après le début du conflit, passant de 180 000 tonnes en 2012/13 à environ 110 000 tonnes en 2017/18. Les chiffres de cette année restent toutefois bien en deçà des niveaux de production antérieurs au conflit, alors que la Syrie se classait parmi les plus grands producteurs, consommateurs et exportateurs mondiaux d'huile d'olive.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH